

International

LE MEXIQUE PREND DES COULEURS

León Aceves Díaz de León

08/09/2021

Le 6 juin 2021, les Mexicains ont été appelés à renouveler leur Chambre des députés et diverses instances de gouvernement au niveau local. Cette consultation a été organisée quasiment trois ans après la victoire présidentielle d'Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO). Cette victoire avait été perçue en 2018, et avait été revendiquée ainsi par ses vainqueurs, comme le point de départ d'une révolution pacifique, morale et sociale. Cette votation intermédiaire, par son ampleur, constitue un sondage en dimension réelle. Elle offre l'opportunité de faire un examen d'étape du bilan de la politique engagée par le président AMLO depuis le 1^{er} décembre 2018. Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'observatoire de l'Amérique latine de la Fondation Jean-Jaurès, a demandé à un éminent observateur de la vie institutionnelle et politique mexicaine, León Aceves¹, de livrer sa vision de la situation actuelle dans le cadre du « débat d'idées » que l'Observatoire de l'Amérique latine de la Fondation consacre au progressisme.

Le résultat des élections mexicaines du 6 juin 2021 offre un riche panorama de couleurs et de contrastes. Sous réserve de rectificatifs liés aux recours présentés devant le Tribunal électoral, les résultats du dépouillement des 300 districts sont disponibles, supervisés par une instance des plus solides et digne de confiance en ce domaine, l'Institut national électoral (INE).

Au point que c'est peut-être l'INE qui est l'un des principaux vainqueurs de la dispute électorale du 6 juin dernier. Il est important de commencer par là, car il s'agit d'une institution clef, sans laquelle il est difficile de comprendre la transition démocratique suivie par le Mexique, non sans obstacles et malentendus, ces trente ou quarante dernières années.

L'arbitre électoral, comme est appelé l'INE, est l'une des pierres angulaires ayant permis le passage graduel du régime de parti unique, détenu pendant plus de soixante-dix ans par le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), vers une possible alternance. Avant les années 1990, les élections étaient organisées par le secrétariat du gouvernement, équivalent [en France] du ministère de l'Intérieur. En clair, les élections étaient de fait contrôlées directement par le PRI, avec des conséquences néfastes : simulation, fraudes électorales et perpétuation du parti officiel au pouvoir.

Les luttes pour la démocratisation du pays, portées par des partis, mouvements et acteurs de droite comme de gauche (y compris par quelques courants dissidents issus du PRI, comme celui créé en 1988 par Cuauhtemoc Cardenas et Porfirio Muñoz Ledo), ont contraint le parti officiel à accepter progressivement des réformes de grande portée. L'une des plus significatives a retiré au gouvernement l'organisation des élections. C'est ainsi que dans les années 1990 a été créé ce que nous connaissons aujourd'hui sous le nom d'Institut national électoral (INE), dont l'autonomie a été reconnue dans la Constitution fédérale de 1996.

C'est un organisme constitutionnel autonome, mis en place pour répondre à la fraude, dans le cadre de la « démocratisation citoyenne de l'organisation électorale : l'INE est présidé par un Conseil qui est, par principe, défini comme neutre, non partisan et impartial. Parallèlement, une bonne partie du déroulement des élections est opérée par des citoyens sélectionnés de façon aléatoire, formés pour contribuer à leur légalité ».

Il est vrai que l'INE a été doté de fonds publics importants. Il est également vrai que certains épisodes ont pu mettre en doute l'efficacité – et peut-être l'impartialité – de l'Institut. Cela dit, c'est aujourd'hui un organisme de grande compétence professionnelle, et qui jouit selon les enquêtes d'opinion d'une bonne crédibilité auprès des Mexicains. En comparaison, les partis politiques, les législateurs, et même le président de la République bénéficient d'une crédibilité inférieure à celle dont jouit l'INE.

En dépit de quelques critiques justifiées, comme à l'égard de toute institution, l'INE a été essentiel pour organiser des élections crédibles, facilitant le pluralisme, les alternances partisans et la progressive démocratisation du pays ces dernières décennies. Fait inusité dans ce pays, nous parlons d'une institution publique qui bénéficie de la confiance effective des Mexicains. Ce à quoi il convient d'ajouter la reconnaissance internationale gagnée par l'Institut.

Pourtant, le président de la République actuel, Andrés Manuel López Obrador (connu sous le sigle d'AMLO), et quelques secteurs de son parti, le Mouvement de rénovation national (MORENA), pensent ouvertement et clairement que l'Institut national électoral est non seulement onéreux, mais qu'il a été complice de ce qu'ils considèrent comme des fraudes électorales commises récemment (en particulier pour l'élection présidentielle de 2006, où AMLO fut déclaré perdant face à Felipe Calderón).

Cette lecture a conduit la présidence actuelle et sa majorité à proposer la disparition de l'arbitre électoral, insinuant même qu'ils estiment désirable que les élections soient à nouveau organisées par... le secrétariat du gouvernement.

Au vu des informations disponibles aujourd'hui, les élections du 6 juin 2021 ont été pour l'essentiel techniquement solides, fiables et conformes à la légalité. Le couple INE-citoyens a de nouveau fait la démonstration de son utilité tout au long de ces élections.

C'est pour cela que l'institution électorale, en dépit de récents et puissants assauts critiques, a pu être vue avec raison comme l'une des « triomphatrices » de la consultation du 6 juin. S'il s'agissait d'un sport, il paraîtrait étrange de dire que le vainqueur du match est l'arbitre. Mais si nous prenons en compte l'origine de l'INE et les raisons historiques expliquant son existence et, surtout, si nous les mettons dans la perspective possible de voir les élections organisées par le gouvernement lui-même – ou par un parti ? –, que l'arbitre électoral ait bien travaillé est une bonne nouvelle.

Nous avons évoqué le thème de la « démocratisation citoyenne » des élections, et le rôle de garant joué ces dernières décennies par la société civile. Il est de ce point de vue très important de relever que pour ces dernières élections, la participation a été massive. Bien qu'il ne se soit pas agi d'une élection présidentielle, 52% des 93 millions d'inscrits sont allés aux urnes. Ce qui représente un pourcentage élevé si l'on se réfère à ce qui se passe habituellement au Mexique lors des élections intermédiaires.

Avant d'aborder quelques-unes des raisons possibles ayant suscité une telle mobilisation des électeurs pour cette consultation, il convient de mentionner qu'était en jeu à cette occasion l'élection des 500 législateurs de la Chambre fédérale des députés (300 au scrutin uninominal et 200 à la proportionnelle), 15 gouverneurs d'État sur 32 et environ 20 000 élus locaux (députés du Congrès d'États, maires, etc.).

Et ce dans un double contexte : celui d'une présidence de la République gagnée le 1^{er} juillet 2018 par AMLO avec l'étiquette du MORENA, en alliance avec d'autres partis relativement petits, et celui d'une consultation double, puisqu'il y a eu le même jour des élections législatives fédérales (à la Chambre des députés et au Sénat) et dans 30 entités fédérales (pour élire des gouverneurs, des congressistes locaux et des maires).

Il convient de signaler qu'en 2018 AMLO et le MORENA ont provoqué un véritable séisme politique. Ils ont emporté la présidence avec 53% des suffrages exprimés, laissant le candidat arrivé deuxième avec 22%. De plus, ils ont obtenu la majorité absolue au Sénat et – avec les autres petits partis alliés – la majorité qualifiée à la Chambre fédérale des députés, c'est-à-dire les deux tiers de celle-ci.

En 2018, le nouveau parti hégémonique a partout coloré la carte électorale de sa couleur cerise, et

les partis d'opposition ont été dilués, pour certains effacés de la carte [électorale]. Cette année-là, les citoyens ont massivement voté pour AMLO et son mouvement, en raison du ras-le-bol dû à l'immense corruption, à l'insupportable climat de violence et d'insécurité, à la frivolité et à la dégradation morale d'une grande partie de la classe politique et des partis « traditionnels ».

Des millions de Mexicains en avaient assez et, pour eux, AMLO était un espoir de changement profond, ou au moins l'instrument qui permettrait de châtier sévèrement la classe politique ayant gouverné le pays ces dernières années.

Le triomphe sans partage d'AMLO en 2018 a provoqué une inflexion. On est entrés dans une période de la vie politique nationale qui s'autodéfinit comme la plus capitale de toutes celles vécues depuis plusieurs décennies. Un mouvement a été initié, se pensant et se présentant comme la voie destinée à gouverner pour plusieurs années afin d'arriver à détruire ce qu'ils nomment être une « longue nuit du néo-libéralisme », et de démanteler ce qu'ils appellent « la mafia du pouvoir », c'est-à-dire les partis et acteurs politiques de « l'ancien régime ».

La « Quatrième Transformation » (communément connue comme la « 4T ») est la définition générique consacrée par AMLO et son mouvement pour synthétiser les objectifs transcendants et historiques qu'ils poursuivent.

Selon ce mouvement, la première grande transformation du Mexique a été l'indépendance (engagée en 1810). La deuxième grande transformation serait la Réforme (dans les années 1860) dirigée par Benito Juárez, qui a vu les libéraux s'imposer aux conservateurs, chasser les envahisseurs français et leur représentant, l'empereur Maximilien de Habsbourg, restaurer la République et instaurer les lois les plus significatives établissant la séparation entre l'Église et l'État.

La troisième des grandes transformations serait la Révolution mexicaine (initiée en 1910) et le régime nationaliste ayant proclamé la justice sociale, avec comme icône symbolique le général Lázaro Cardenas (président du Mexique de 1934 à 1940).

Enfin, la quatrième transformation est celle qui a vu l'accession au pouvoir d'AMLO, destinée selon ses idéologues et partisans à « régénérer » la nation, épurer la vie publique pour passer à l'histoire en raison de son legs inestimable, comme l'ont fait les trois autres moments précités. Telle est la nature des ambitions affichées par la 4T.

Mais, têtue, la réalité n'est pas facile à dominer. Et de fait, pour l'instant, tout ce qu'espérait le gouvernement d'AMLO n'a pas été suivi et réalisé. Les attentes immenses qui avaient été générées n'ont pas toujours été accompagnées de résultats. Analyses et opinions mettant l'accent sur l'écart

existant entre ce qui a été promis et ce qui a été réalisé sont de plus en plus nombreuses. Ceux qui sont en désaccord avec le régime actuel signalent entre autres les éléments suivants :

- la persistance de toutes sortes de violences ;
- le contrôle croissant du territoire national par des organisations criminelles au détriment de l'État et de la population ;
- la militarisation des fonctions de sécurité intérieure et une augmentation préoccupante du rôle joué par les forces armées sous les auspices du président, en dépit de ses promesses de campagne annonçant le retour de l'armée dans les casernes pour respecter de façon stricte ses fonctions constitutionnelles ;
- une économie qui depuis le changement d'administration n'a pas crû dans les termes annoncés, et qui plus est a terriblement souffert de la pandémie ;
- une gestion de celle-ci chaotique, peu transparente et sévèrement critiquée.

L'affaiblissement, voire le démantèlement, de l'appareil administratif et des capacités de l'État apparaît paradoxal si l'on veut bien prendre en considération que la 4T se proclame de gauche et entend construire un État bienfaiteur. Le tout accompagné de mesures « d'austérité » qui, avec raison, prétendent mettre fin au gaspillage gouvernemental, mais qui, exécutées de façon brouillonne, mettent en question la correcte prestation assurée par les services publics.

L'idée de concentrer l'investissement public sur trois ou quatre grands projets (essentiellement la construction d'une raffinerie, d'un nouvel aéroport près de la ville de Mexico et d'un train traversant la péninsule du Yucatán) a suscité la perplexité de divers secteurs de la société mexicaine pour plusieurs motifs : doutes sur leur viabilité technique, en raison de leurs effets écologiques potentiellement négatifs ou de leur incompatibilité avec une politique de transition vers les énergies renouvelables. Ces projets d'investissement public, pour certains observateurs, sont qualifiés d'insuffisants et ancrés dans le passé.

Des remarques ont été faites à propos de programmes gouvernementaux transférant directement des espèces monétaires à la population, certains considérant qu'il s'agit là d'actions essentiellement clientélistes ne participant pas à la construction d'un système de protection sociale.

Pour clore cet inventaire, il faut signaler la montée des préoccupations concernant l'engagement démocratique du gouvernement à respecter l'État de droit. Ses diatribes visant tous les organismes constitutionnels indépendants – de l'INE, mentionné précédemment, en passant par ceux qui ont la responsabilité de protéger les droits humains, ou de veiller à la transparence gouvernementale, parmi d'autres – ont contribué à répandre l'idée que le régime actuel affaiblissait

les contre-pouvoirs.

Cette perception a été renforcée il y a quelques mois, quand le pouvoir exécutif a présenté un projet de loi qui permettrait de prolonger de deux années supplémentaires le mandat du président de la Cour suprême de justice. L'initiative a été approuvée par le Parlement, mais a provoqué de vifs échanges (y compris au sein de la majorité parlementaire), en raison de son inconstitutionnalité. Avec cette réforme s'est renforcé le sentiment que l'exécutif entend contrôler la Cour suprême, sans tenir compte de la séparation des pouvoirs.

Ainsi, divers secteurs de la société mexicaine ont la perception croissante que le président et la 4T incarnent un retour au passé autoritaire, une espèce de restauration de l'ancien régime du PRI.

Ce qui est sûr, c'est qu'après presque trois années de gouvernement, la 4T souffre de l'usure du pouvoir. De sorte qu'aux dernières élections, le 6 juin, on a vu se manifester avec une force certaine ceux qui ne voient pas dans le mouvement [en cours] une espérance de changement. La majorité des partis opposés à AMLO a convergé en coalition électorale sur la quasi-totalité du territoire national. Le MORENA, de son côté, a également regroupé les partis qui lui sont alliés.

L'extrême polarisation idéologique et partisane que vit le Mexique depuis l'inflexion de la politique nationale provoquée par le triomphe d'AMLO en 2018, et le fait que le président de la République lui-même ait cherché à faire de cette élection une sorte de plébiscite ont favorisé une mobilisation de l'opposition plus forte sans doute que ce qui était attendu.

En se basant sur les résultats électoraux, bon nombre d'analystes estiment que la coalition d'opposition à AMLO a obtenu un succès. Ce qui ne veut pas dire que le MORENA et ses alliés aient été clairement battus (bien qu'au niveau fédéral ils aient collectivement perdu 17% des votes obtenus trois ans plus tôt), mais il est certain que l'opposition a récupéré une part de la carte politique.

Ce qui se traduit à la Chambre des députés fédérale pour la législature qui s'ouvre par 203 députés pour le MORENA (qui en détenait 253). Avec ses partis alliés, ce chiffre pourra probablement aller jusqu'à 281 députés (contre 332 sortants).

Cela veut dire que dans la législature sortante, le président de la République disposait à lui seul de la majorité absolue (la moitié des députés plus un) et avec ses partis alliés de la majorité qualifiée (les deux tiers des membres de la Chambre). Mais dans celle qui a été élue, le MORENA et ses alliés vont certes disposer de la majorité absolue, mais n'auront pas de majorité qualifiée.

Situation lue par les opposants au président comme un triomphe, puisque ne disposant plus *a priori* des deux tiers des membres de la Chambre, il lui sera difficile de mener à bien des réformes constitutionnelles. Par ailleurs, deux partis, d'un côté comme de l'autre, vont au cours de la prochaine législature être sources d'incertitudes.

D'un côté, le PVEM [Parti vert écologiste du Mexique], allié en principe de la majorité gouvernementale, a accru son nombre de députés (il va en compter probablement 48). Sachant qu'il peut être un élément faisant pencher la balance, il a commencé à « monnayer » chèrement ses votes. Dès les premiers jours, ses responsables ont laissé entendre que la majorité parlementaire ne doit pas tenir pour acquis l'appui automatique du PVEM aux initiatives du président. Ce qui a conduit à reconsidérer la solidité de cette alliance dès l'ouverture du nouveau Congrès fédéral et ouvert des spéculations sur les éventuelles circonstances où le PVEM pourrait voter avec ceux qui s'opposent à AMLO.

D'un autre côté, il y a le PRI, dont certains responsables ont été ambigus sur les positions qu'ils auront à adopter dans la Chambre des députés. Comme on l'a vu précédemment, il s'agit d'un parti *a priori* d'opposition à AMLO, mais beaucoup spéculent sur leur vote en sa faveur en certaines circonstances, compte tenu que son groupe est décisif pour une majorité qualifiée et donc pour d'éventuelles réformes constitutionnelles proposées par le gouvernement de la 4T.

C'est en ce sens qu'au niveau fédéral, les résultats des scrutins du 6 juin ont dessiné une carte politique plus colorée. C'est évident si on la compare avec la carte monochrome des élections de 2018, où la couleur cerise du MORENA couvrait tout.

Mais il ne faut pas oublier que le 6 juin se tenaient également des élections locales dans plusieurs entités fédérées. Sur 15 charges de gouverneur en jeu, le parti du président en a gagné 11. Bien qu'ayant été battu dans deux États de grande importance économique comme le Nuevo León et Querétaro, et dans de grandes villes comme Monterrey et Guadalajara entre autres, le triomphe du parti présidentiel est indéniable. Il est probable que l'électorat a émis un vote différentiel : un vote de sanction relative au niveau fédéral, mais un appui aux dirigeants locaux ayant donné au MORENA une influence croissante à cet échelon de pouvoir.

En revanche, le 6 juin, ce parti a été nettement battu à Mexico-Ville, bastion s'il en est de la gauche (détenu initialement par le PRD – Parti de la révolution démocratique – et ensuite par le MORENA), ce qui va générer une reconfiguration politique. Le parti d'AMLO dirigeait 14 des 16 mairies d'arrondissement composant la municipalité de Mexico. Après cette élection, où il a donc subi un revers, il ne contrôlera plus que six mairies, l'opposition en détenant 10, ce qui a inversé le rapport

de forces et met en difficulté relative la cheffe de gouvernement de la ville de Mexico, membre du MORENA.

En résumé, on se trouve devant une réalité politique où le parti gouvernemental est légèrement moins dominant et l'opposition plus présente. De fait, les Mexicains ont opté démocratiquement pour le pluralisme.

On sait bien que la démocratie représentative peut paraître lente et compliquée. Il est évident que la composition de la prochaine assemblée représentative comme la pluralité existant dans le gouvernement des États et des municipalités devront conduire à un meilleur dialogue, une concertation et des accords entre forces politiques. Espérons que ces accords se construisent démocratiquement, à partir de positions programmatiques claires, de façon transparente, et en priorisant l'intérêt général.

Malheureusement, il y a des raisons conduisant à relativiser cet optimisme. L'histoire de notre pays a été faite en de nombreuses occasions « d'accords » entre groupes et forces politiques opérés de manière complotiste, obéissant à des intérêts particuliers, et au bénéfice de quelques-uns.

Enfin, on ne peut oublier que le pays est par ailleurs « peint » de rouge sang. La violence a hélas été l'une des caractéristiques particulières du dernier processus électoral, notamment contre les responsables et candidats locaux.

Ce fait est explicable par l'absence effective de l'État mexicain sur certaines parties du territoire et en conséquence de la cooptation des institutions – essentiellement locales, bien que non exclusivement – par de puissantes organisations criminelles. Dans quelques États fédérés, dans beaucoup de municipalités, ce sont ces organisations qui décident qui sera candidat et qui ne le sera pas.

Des sources fiables rapportent l'assassinat de 89 acteurs politiques, dont 35 étaient candidats à l'une des responsabilités de représentation populaire.

Intimidations, enlèvements, agressions armées, ou exigence du silence sous peine d'exécution sont les moyens auxquels recourent les groupes criminels pour imposer leurs maires, leurs chefs de police locale, et tout autre responsable de poste stratégique pour leurs affaires.

Il ne fait aucun doute que dans certaines régions du pays, cette sorte de « grand électeur » criminel a pesé négativement sur le processus démocratique. Il est regrettable de constater que dans ces régions l'action du gouvernement soit tout autant dénaturée et réponde aux intérêts des groupes

criminels. Il y a là un énorme rideau nuageux qui n'arrive pas à se dissiper, constituant un danger immense pour le développement démocratique du Mexique.

Traduction de Jean-Jacques Kourliandsky

1. Secrétaire administratif du département de formation de la Chambre des députés mexicaine, León Aceves Díaz de León est l'ancien directeur général de l'École d'administration publique de la ville de México.